

Notes du mont Royal

www.notesdumontroyal.com

Cette œuvre est hébergée sur « *Notes du mont Royal* » dans le cadre d'un exposé gratuit sur la littérature.

SOURCE DES IMAGES
Journal « *Le Monde* »

La fermeté de M. Gorbatchev

Rien ne saurait ternir l'éclat de la rencontre qui vient d'avoir lieu à Londres entre deux personnages qui, pour incarner deux philosophies politiques résolument différentes, ne craignent pas d'exprimer avec ostentation l'estime qu'ils se vouent mutuellement. Force est pourtant de constater que le discours prononcé vendredi 7 avril au Guildhall par M. Gorbatchev avait de quoi refroidir l'optimisme béat de certains chantres du rapprochement Est-Ouest.

Annoncée par l'entourage du numéro un soviétique comme un « grand discours », cette déclaration ne contenait en matière de désarmement qu'une initiative, immédiatement ramenée à ses justes proportions par les Américains et par M^{me} Thatcher elle-même, qui porte sur la fermeture de deux réacteurs industriels produisant du plutonium, dont l'URSS, vraisemblablement, n'a plus besoin.

M. Gorbatchev ne peut certes sortir de son chapeau, chaque fois qu'il prend la parole, des mesures de nature à ébranler les opinions occidentales. Mais on retiendra de ce séjour à Londres que le ton, chez les Soviétiques, est en train de changer : d'une part, ils n'ont pas dissimulé l'impatience qu'ils éprouvent devant les lenteurs de la nouvelle administration américaine à reprendre les négociations sur le désarmement stratégique. D'autre part, les liens qu'établissent les Soviétiques - même s'ils s'en défendent - entre les différents aspects du désarmement ont été fournis plus explicitement que jamais au Guildhall par M. Gorbatchev.

Une décision de l'OTAN en faveur de la modernisation des armes nucléaires à courte portée, a dit le numéro un soviétique, ne manquerait pas d'affecter les négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel, ni d'altérer le climat qui s'est instauré dans les relations Est-Ouest.

Le ton est bien à la menace, alors que les Soviétiques, pensant sans doute que les Allemands feraient tout seuls le chemin, s'en étaient tenus jusqu'à présent, sur la question de la modernisation, à une expectative relativement discrète. Si M. Gorbatchev met ainsi les points sur les « i », c'est sans doute parce qu'il a compris que M. Helmut Kohl, même au plus bas de sa popularité, ne chercherait pas à se « refaire » en flattant sans retenue les tendances pacifistes de l'électorat allemand et en réclamant à ses partenaires occidentaux plus qu'il ne leur a déjà demandé.

M. Kohl, vraisemblablement, est prêt à se contenter au prochain sommet de l'OTAN, fin mai, du compromis qui déjà s'ébauche entre alliés, et qui devrait consister, au minimum, à ne pas exclure une réduction du nombre des armes nucléaires à courte portée, tout en rejetant leur élimination totale.

Il faudrait davantage que ce discours du secrétaire général pour ébranler M^{me} Thatcher, qui reste le plus ferme partisan de la modernisation des Lance, non par hostilité au désarmement (les Britanniques jouent un rôle très actif dans les négociations sur les armes chimiques et conventionnelles), mais par fidélité à l'idée que la dissuasion nucléaire reste une composante fondamentale de la défense occidentale.

Reste à voir l'effet que produira sur l'opinion allemande et sur celle des pays d'Europe du Nord ce changement de ton de M. Gorbatchev, qui - ce n'est pas un hasard - n'aura pas eu recours une seule fois à Londres au pouvoir d'attraction de sa métaphore sur le « maison commune ».

(Lire nos informations page 3.)

Naufrage en mer de Norvège

Moscou confirme la perte d'un sous-marin nucléaire

L'agence Tass a confirmé, samedi 8 avril, qu'un « sous-marin soviétique à propulsion nucléaire » avait sombré vendredi, à 13 h 15 GMT, à la suite d'un incendie à bord dans les eaux internationales de la mer de Norvège. Au moins douze hommes d'équipage auraient trouvé la mort. L'agence officielle soviétique a exclu « la possibilité de pollution radioactive de l'environnement », mais n'a pas précisé si le sous-marin transportait des armes nucléaires.

Les autorités soviétiques, affirme l'agence Reuter, ont confirmé, samedi matin 8 avril, aux Norvégiens, qu'au moins douze hommes d'équipage avaient trouvé la mort dans le naufrage d'un sous-marin à propulsion nucléaire, vendredi, dans les eaux internationales, à quelque 500 kilomètres des côtes nord-ouest de la Norvège.

Selon le ministre norvégien des affaires étrangères, M. Thorvald Stoltenberg, Moscou a par ailleurs assuré le gouvernement norvégien qu'il n'y avait pas eu de fuite radioactive.

Une cellule de crise était néanmoins réunie samedi matin à Oslo, afin d'évaluer les risques de radiations et, le cas échéant, d'y

faire face. On ignore en effet avec précision quel type de bâtiment a coulé, apparemment à la suite d'un incendie à bord, et s'il transportait des armes nucléaires.

D'après les services de renseignement américains, il s'agirait d'un sous-marin de classe Mike (dénomination de l'OTAN), l'un des sous-marins nucléaires d'attaque les plus modernes de la flotte soviétique, destiné à tester de nouveaux systèmes d'armes avancés.

L'accident est survenu au début de l'après-midi. Les Américains ont donné les premiers renseignements alors que d'autres bâtiments soviétiques se dirigeaient vers les lieux du naufrage.

(Lire nos informations page 4.)

Grâce à des concessions américaines

Washington et la CEE passent un compromis sur l'agriculture

Washington ayant renoncé à imposer à la CEE la suppression totale des subventions aux agriculteurs, un compromis a pu être trouvé entre les deux partenaires, vendredi 7 avril, à Genève. Après le règlement, attendu samedi, du dossier textile, le succès de la réunion des pays membres du GATT devrait permettre une reprise de l'Uruguay Round, les négociations commerciales multilatérales. Celles-ci avaient été interrompues, en décembre dernier, à l'issue d'une session ministérielle à Montréal.

L'accord qui vient d'être conclu à Genève pour faire redémarrer l'Uruguay Round constitue un succès aussi spectaculaire qu'inattendu pour la Communauté européenne. La double offensive déclenchée par les Etats-Unis et appuyée par les autres pays producteurs rassemblés autour de l'Australie au sein du groupe de Cairns a pitoyablement échoué.

Dans un premier temps, Washington avait voulu imposer comme objectif à la négociation l'élimination complète en dix ans des subventions accordées à l'agriculture.

« Irréaliste », avait répliqué la CEE, qui se déclarait prête à envisager une réduction progres-

sive et concertée du soutien accordé aux agriculteurs et suggérait d'amorcer la pompe par des mesures de confiance prises dans le court terme.

Après s'être entêtés à Montréal jusqu'à la rupture, les Etats-Unis ont changé leur fusil d'épaule.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire nos informations page 14.)

La Commission européenne est favorable à la suppression des quotas à l'importation de voitures japonaises

(Lire page 14)

Bombardements à Haïti

Les affrontements à Port-au-Prince auraient fait de nombreuses victimes.

PAGE 18

Manifestations en Géorgie

Des chars dans les rues de Tbilissi.

PAGE 18

L'Islam en fièvre (VI)

Sahel : tentations intégristes.

PAGE 6

Chronologie

Mars en France et dans le monde.

PAGE 13

«Grand Jury RTL-le Monde»

M. Louis Mermaz, invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 18

Incertitude politique, crise économique

L'exode des « cerveaux » argentins

Alors que l'Argentine entre dans une période électorale mouvementée - le scrutin présidentiel a lieu le 14 mai, - le départ vers l'étranger de nombreux intellectuels et scientifiques inquiète de plus en plus les autorités.

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, l'émigration est un réel problème pour une Argentine sous-peuplée - trente millions d'habitants pour une superficie de cinq fois la France - et en voie de sous-développement, comme le disent les mauvaises langues. Ceux qui partent sont, en effet, d'abord les intellectuels dont le pays aurait bien besoin pour se sortir de ce mauvais pas, mais qui

ne trouvent pas ici les conditions nécessaires à la poursuite de leur travail.

Une quarantaine de scientifiques, chercheurs et représentants de la culture argentine à l'étranger ont récemment participé à une rencontre pour la consolidation du patrimoine culturel argentin, organisée par le gouvernement de Buenos-Aires. L'idée du président Alfonsín est de réunir régulièrement les intellectuels argentins qui ont émigré à l'étranger dans le but de faire profiter le pays de leur expérience et d'éviter le départ des jeunes. Quelques grands noms avaient répondu à l'invitation du président, comme le professeur César Milstein, prix Nobel de médecine 1984, qui a pour l'occasion abandonné son bureau de l'université de Cambridge, en Grande-Bretagne, ou le docteur Juan Carlos Chachques,

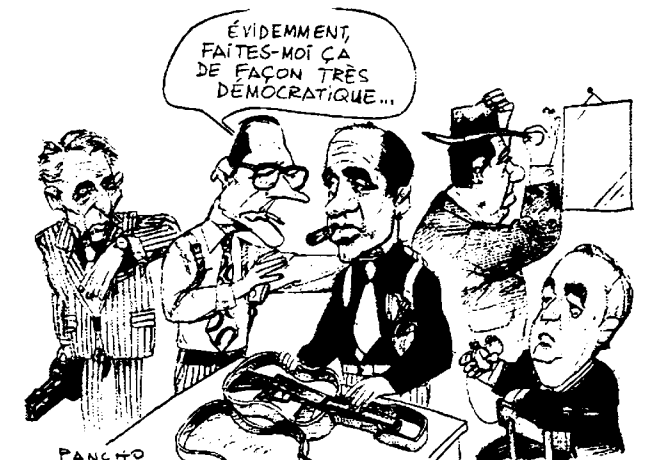
spécialiste de chirurgie cardiaque et l'inventeur de « l'écharpe cardiaque », actuellement professeur adjoint à l'université de Paris.

Tous expliquent leur départ, il y a environ une quinzaine d'années, par l'absence d'avenir dans leur pays. Manque d'argent, de considération, de sécurité. Ils refusent qu'on leur en tienne rigueur. « La migration, dit le Dr Chachques, c'est la survie de la race humaine. On n'a pas le droit de déprécier à ce point des cerveaux, en les conduisant à se transformer en chauffeurs de taxi par exemple. » L'Argentine doit en effet être le pays au monde qui compte le plus grand nombre de taxis par habitant dans la capitale, mais aussi le plus d'intellectuels qui les conduisent.

CATHERINE DERIVERY.

(Lire la suite page 5.)

Le RPR et les «rénovateurs» de l'opposition



Le conseil national du RPR devait se réunir samedi après-midi 8 avril, à Paris, pour se prononcer sur l'attitude du mouvement en vue des élections européennes. Cette réunion, convoquée d'urgence, avait pour objectif d'obliger les renovateurs à se rallier au projet de liste unique de l'opposition conduite par M. Giscard d'Estaing et soutenue par M. Chirac. Si les renovateurs renonçaient à constituer leur propre liste, ils se verraient sans doute proposer des places sur la liste unique de l'opposition.

(Lire nos informations page 7.)

LE MONDE diplomatique

Avril 1989

LES PARIAS DE LA TERRE

Anonymes, absentes des « unes » médiatiques, les masses rurales du tiers-monde, loin d'avoir acquis leur dignité, continuent de subir la loi du plus fort, qui ne craint pas de s'imposer grâce à ses milices privées et à ses groupes paramilitaires. Trois exemples, choisis parmi d'autres : les coupeurs de canne à sucre des Philippines, dont parle Marc Mangin ; ceux d'Inde, dont Jean-Pierre Dardaïd raconte le dur combat ; et les travailleurs de la terre du Brésil, dont Olivier Colombani présente les luttes meurtrières.

Également au sommaire :

- VIETNAM : Écrivains et cinéastes contre la dictature, par Nguyen Duc Nhuan, Nguyen Van Thi et Jacques Decoronoy.
- DIPLOMATIE : Les sommets mondiaux, nécessaire réponse à la globalisation des problèmes, par Maurice Bertrand.

En vente chez votre marchand de journaux

La grève au Centre Pompidou

Beaubourg paralysé

Les grèves sectorielles se multiplient au Centre Pompidou, paralysé depuis huit jours. Lundi 10 avril, l'arrêt du travail touchera l'ensemble du personnel.

Hélène Ahrweiler, à la tête du Centre Pompidou depuis un mois à peine, aura sûrement besoin de toutes ses ressources en byzantinologie pour résoudre la crise qui se traduit à Beaubourg par des grèves à répétition. Selon cet ancien professeur à la Sorbonne, spécialiste de Byzance, le malaise couve depuis longtemps. Il y a quelque temps, c'était l'administration du Musée national d'art moderne qui grognait, presque au même moment, le service d'accueil faisait état de sa mauvaise humeur. Aujourd'hui, c'est

le personnel de sécurité qui bloque l'entrée du Centre. Lundi 10 avril, l'ensemble du personnel se croiera les bras. Une assemblée générale tenue cinq jours auparavant avait abouti à la création d'une « Convergence Beaubourg », associant les divers comités de grève avec tous les syndicats. « Depuis dix ans, dit l'un de ses membres, c'est la première fois que je rencontre un mouvement de cette ampleur. »

Cette ampleur est d'abord due au gel des postes et à l'emploi systématique de vacataires. Personne ne peut d'ailleurs dire combien de personnes travaillent précisément au Centre Pompidou. Entre 1 500 et 1 600, dont 500 TUC, objecteurs de consciences et autres stagiaires,

aux statuts incertains et aux rémunérations minimales. Il manque 25 postes au MNAM. L'accueil, confiné dans une étroite cage à l'entrée du centre, doit faire face à des foules de plus en plus nombreuses - 150 000 visiteurs lors du week-end pascal. Les réductions touchent d'abord les personnels de catégorie A, ceux qui sont au bas de l'échelle des salaires. Les services de sécurité sont les premiers visés et leurs effectifs fondent régulièrement.

Hélène Ahrweiler, qui a hérité de cette situation explosive, a profité de la réunion du comité technique paritaire, jeudi dernier, pour annoncer sa politique et tenter d'engager le dialogue.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 10.)

M 0146 - 0410 0 - 6,00 F



3796146006000 - 04100

Notes du mont Royal

www.notesdumontroyal.com

Une ou plusieurs pages sont omises
ici volontairement.

Proche-Orient

LIBAN

La dure épreuve des réfugiés de Beyrouth-Est

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

La mer est calme. Quelques pêcheurs ont sorti leur ligne et quelques fanatiques du soleil profitent sur la plage de la première grosse journée de chaleur. Pourtant, toutes les familles attablées dans ce petit hôtel-restaurant de Jbeil, à trente et un kilomètres au nord du pays chrétien, sont loin de paraître en vacances. Ces « déplacés » de Beyrouth-Est essaient tant bien que mal, en jouant aux cartes ou en bavardant, de tromper leur inquiétude et leur ennui, et surtout celui des enfants, privés une nouvelle fois d'école depuis plus de trois semaines. La petite musique du flash à la radio arrête instantanément les conversations. « Trois obus sont tombés sur le littoral du Metn. » Quelques hochements de tête et de nouveau l'attente.

La trêve, instaurée depuis quarante-huit heures au Liban, entrecoupée de tirs sporadiques, est, pour les nerfs de tous, une très rude épreuve. « Le calme est trompeur, avoue ce père de famille. On a envie de sortir puisqu'il n'y a rien et, surtout, de retravailler, un luxe aujourd'hui, mais comment prendre le risque ? » « Croyez-moi, j'aimerais mieux dormir chez moi, dit pour sa part cette jeune femme. Mais avec mes deux enfants, je n'ose pas. Si brusquement ils tirent, on sera pris au piège. » Alors, malgré le répit, beaucoup de familles continuent à dormir dans les abris,

de peur de voir se redéclencher la bataille.

Il est vrai que les artilleurs syriens ou leurs alliés savent entretenir le suspense. Dans l'après-midi de jeudi, alors que tout était calme, en plein cœur d'Achrafieh, un obus de 240 mm est venu s'abattre sur l'église grecque orthodoxe Saint-Nicolas, détruisant complètement la charpente de l'édifice, qui gît aujourd'hui dans les gravats. Alors, si le pays chrétien revit presque normalement le matin, dès 14 heures, en revanche, les magasins ferment et les gens rentrent chez eux. La seule question que tout le monde se pose, tant la conviction est unanime, est : quand tout cela va-t-il recommencer ?

Renforts syriens

Le gouvernement militaire chrétien du général Michel Aoun a d'ailleurs officiellement fait état, vendredi 7 avril, de « l'entrée au Liban de nouvelles forces et d'armement syrien terrestre et maritime, ce qui dévoile les intentions agressives des forces d'occupation contre le peuple libanais ».

De bonnes sources, on indique, en effet, qu'environ 1 500 à 2 000 hommes de troupes aguerries auraient pris position sur le front nord, où la Syrie a d'autre part installé, dans la région de Chekka, des missiles SAM 6 et SAM 12. De nouvelles forces, mieux entraînées, ont aussi pris position sur le front de Souk-el-Gharb, verrou qui protège le

palais de Baabda et le ministère de la défense à Yarzé. De leur côté, les brigades à majorité chrétienne, fidèles au général Michel Aoun, ont aussi profité du répit pour réorganiser leur défense.

La position du gouvernement français a de nouveau, vendredi, fait l'objet de violentes critiques des alliés de Damas sur le thème : « La France a pris fait et cause pour la communauté maronite, oubliant le reste des Libanais. » Dans une conférence de presse, le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, s'adressant au président Mitterrand, qui avait évoqué « la solidarité instinctive de la France », s'est exclamé : « Est-ce que les principes de la révolution française ou ceux de l'Internationale socialiste vous conduisent à l'instinct confessionnel ? Est-il pensable que la politique de la France soit guidée

par l'instinct, qui ne constitue pas une valeur humaine ? »

Pour sa part, M. Elie Hobeika, ancien chef de la milice chrétienne des Forces libanaises, devenu pro-syrien, a affirmé : « Toute manifestation de sympathie dirigée vers une composante quelconque du peuple libanais ne peut qu'encourager l'obstination de dirigeants obtus, qui utilisent les moyens les plus meurtriers pour préserver un système politique archaïque, cause de la guerre libanaise. Il est aisé de s'en prendre à la Syrie et d'occulter ainsi le problème libano-libanais. »

Le Liban vit dans l'attente d'une déflagration que tout le monde prévoit, redouté et souhaiterait presque en même temps, tant l'heure des compromis semble aujourd'hui dépassée.

FRANÇOISE CHIPAUX.

La France a obtenu l'accord de Londres pour la convocation du Conseil de sécurité

Alors que les deux navires — dont un bâtiment de soutien de santé de la marine nationale, la Rance — envoyés par la France au Liban dans le cadre d'un « plan d'aide humanitaire d'urgence » (parallèlement aux actions menées par des organisations caritatives non gouvernementales) quittaient Toulon et Marseille, M. Roland Dumas a exprimé, vendredi 7 avril, l'espoir que les autorités « internationales et locales » permettront à la mission humanitaire lancée par Paris d'accomplir sa tâche. « J'espère, a déclaré le ministre à l'AFP, que tout se passera bien, et que les autorités internationales et locales permettront à tous ces gens qui se sont mobilisés de mener leur mission strictement humanitaire qui s'adresse à l'ensemble des Libanais sans distinction politique ou confessionnelle. »

Sur le plan politique, Paris va s'attacher, indique-t-on de source diplomatique française, « à remettre en route la procédure » de convocation du Conseil de sécurité de l'ONU, la France ayant saisi cet organisme pour la première fois en septembre dernier et « cette demande étant toujours d'actualité ». Les consultations à l'ONU ont, d'ailleurs, été engagées dès la semaine dernière par les Français. Le gouvernement a déjà l'accord de la Grande-Bretagne et elle a, du côté soviétique, « un bon son de cloche ». A la demande de M. Mitterrand, un message a été transmis à M^{me} Margaret Thatcher lui demandant de solliciter l'intervention de M. Gorbatchev auprès de la Syrie. Une mission que le premier ministre britannique a immédiatement acceptée. Paris a, en revanche, été surpris du

silence des Américains. M. Dumas, précise-t-on de même source, devrait évoquer la question libanaise lundi à Washington, où il doit rencontrer le président George Bush et le secrétaire d'Etat, M. James Baker.

A Washington, le département d'Etat a soigneusement évité de citer nommément la Syrie, dans un appel, vendredi, à « toutes les parties étrangères et libanaises à respecter l'appel de la Ligue arabe pour un cessez-le-feu immédiat et la fin de tous les blocus, terrestre, maritime et aérien ».

Exerçant actuellement la présidence de la CEE et chargée de prendre contact avec la Syrie en vue de l'envoi d'une mission européenne à Damas (le Monde du 8 avril), l'Espagne s'est, à son tour, manifestée publiquement vendredi en appelant à un cessez-le-feu et en appuyant « la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban, libre de la présence de toute force non libanaise » ainsi que « les efforts de médiation du comité des Six [sur le Liban] de la Ligue arabe ».

Pour sa part, la Commission européenne a décidé, « compte tenu des conséquences dramatiques des combats pour les populations », une aide immédiate de 1,5 million d'ECU (1). Notamment composée de médicaments, de matériel médical, de couvertures et du financement de frais d'hospitalisation, cette aide de première nécessité, souligne la Commission, sera distribuée, « sans aucune discrimination, aux populations victimes des événements actuels ».

(1) 1 ECU = environ 7 francs.

M. Arafat juge « déplacées » les propositions de M. Shamir

« Propos déplacés » : c'est en ces termes que M. Yasser Arafat a rejeté, vendredi 7 avril, la proposition faite la veille à Washington par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, d'élections dans les territoires occupés subordonnées à l'arrêt du soulèvement palestinien (le Monde du 8 avril). En visite au Congo, le chef de l'OLP a réaffirmé que, « jusqu'à la victoire finale, le soulèvement des populations de Gaza et de Cisjordanie se poursuivra par l'intifada, pierre symbolique avec laquelle le David palestinien terrassera le géant Goliath israélien ».

Dans les territoires occupés, les premières réactions palestiniennes aux propositions de M. Shamir ont été également négatives. Pour l'éditorialiste du quotidien de Jérusalem El Qods, le premier ministre israélien « tente de ressusciter des idées mortes : Camp David et les élections. Mais le peuple palestinien, quant à lui, rejette l'idée

d'élections se déroulant sous occupation ». De son côté, M. Radouan Abou Ayache, président de l'union des journalistes arabes, ne se montre pas opposé au principe d'élections, qui constituent un « processus démocratique », mais rejette les élections « telles que M. Shamir les propose, c'est-à-dire pour mettre l'OLP sur la touche (dans les territoires occupés) et surtout dans l'incertitude complète de ce qui se passera avant et après ces élections ».

Réaction négative enfin à Moscou, où un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a estimé que la tenue d'élections selon le processus défini par M. Shamir à Washington était une « tentative pour écarter l'OLP » et constituerait « une grave erreur ». Le porte-parole soviétique a, en outre, estimé qu'il n'y avait « aucun aspect nouveau » dans « l'approche américaine » du problème du Proche-Orient. — (AFP, AP.)

Des manifestants venus de Cisjordanie et de Gaza sont à l'origine des incidents de Jérusalem

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Est-ce le contexte politique — la visite à Washington du premier ministre Itzhak Shamir — qui explique cette brusque explosion de violence sur l'esplanade des grandes mosquées Al Aqsa et Omar, à Jérusalem ? Pour le premier vendredi de la fête du ramadan, une foule de quelque 20 000 fidèles occupent cette esplanade que les Israéliens appellent le « Mont du Temple ».

Lieu saint à la fois pour les musulmans et les juifs situé à proximité du vestige du Temple (le mur occidental ou Mur des lamentations), l'esplanade des mosquées avait été, dans les premières semaines de l'intifada, le théâtre de plusieurs « vendredis chauds ». Depuis des mois cependant, la sortie des mosquées se déroulait dans le calme. Les autorités israéliennes croyaient avoir établi un nouveau *modus vivendi* avec le wakf, l'autorité religieuse qui gère en fait cette enclave musulmane à Jérusalem-Est.

Mais vendredi, les choses ont mal tourné. Après les prières, alors qu'une grande partie de la foule s'était déjà dispersée, plusieurs centaines de jeunes manifestants se sont regroupés en cortège. Ils ont brandi des drapeaux palestiniens, déchiré des drapeaux israéliens et se sont mis à bombarder les policiers de pierres.

Une véritable pluie de projectiles a également atteint le toit du bâtiment sur lequel prennent place, chaque vendredi, les journalistes qui assistent à la sortie de la mosquée El Aqsa. Un cameraman a été légè-

ment blessé au visage. La police est alors intervenue en faisant grand usage de gaz lacrymogènes, et de balles en caoutchouc mais sans pénétrer dans les mosquées. Le bilan officiel publié par les autorités israéliennes fait état de onze blessés, trois Palestiniens cinq policiers et trois Israéliens qui priaient au Mur des lamentations.

Militants islamistes

Pendant les incidents qui ont duré une heure environ, les manifestants palestiniens ont en effet lancé des pierres qui ont atteint le Mur situé sous l'esplanade des mosquées. Les fidèles ont dû s'abriter pour échapper à ces projectiles, et l'esplanade du Mur était jonchée de pierres.

Ces événements ont provoqué une très vive réaction du maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek : « Les temps sont révolus a-t-il dit, où les juifs ne pouvaient pas prier au mur occidental. Nous ferons tout pour assurer la liberté de culte et de prière sur le Mont du Temple. » La police, elle, met essentiellement en cause les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Après les affrontements, elle a arrêté trente-sept manifestants, la plupart originaires des territoires. Parmi eux, il y aurait plusieurs militants du mouvement islamiste Hamas de Gaza. Et le chef de la police de Jérusalem a laissé entendre que, comme cela avait déjà été le cas par le passé, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ne seraient plus autorisés à l'avenir à se rendre le vendredi à Jérusalem pour assister aux prières à la mosquée d'Al Aqsa. — (Intérim.)

IRAN

Le limogeage de l'ayatollah Montazeri aurait provoqué des troubles

Il semble que l'éviction de l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, exclu le 28 mars par l'imam Khomeiny de sa succession (le Monde du 30 mars) n'ait pas été facilement acceptée par certains partisans de l'ex-dauphin du « guide de la révolution » et ait même donné lieu à des troubles dans la ville natale de l'ayatollah évincé, Najafabad, à quelque 300 kilomètres au sud de Téhéran.

L'agence officielle IRNA a, en effet, cité, vendredi 7 avril, une lettre de l'ayatollah Montazeri aux habitants de Najafabad leur demandant de s'opposer à « toute action contre la République islamique qui pourrait être menée en son nom ». Or le principal groupe d'opposition armée au régime de l'imam, les Moudjahidine du peuple de M. Masoud Radjavi (basé en Irak), a fait

état, de heurts, depuis dimanche dernier à Najafabad, entre les forces de l'ordre et des manifestants protestant contre le limogeage de l'ayatollah Montazeri. Selon les Moudjahidine du peuple, ces affrontements auraient fait des victimes de part et d'autre, tandis que des bâtiments publics étaient incendiés. Le couvre-feu aurait été instauré dans la ville, où le régime a dû dépecher des renforts de gardiens de la révolution (pasdaran).

En l'absence de toute indication complémentaire — et notamment officielle — sur ces événements, l'agence UPI cite un habitant de Téhéran selon lequel de maigres informations sur des troubles à Najafabad sont parvenues jusqu'à la capitale, sans toutefois donner de détails. — (AP, UPI.)

TÉMOIGNAGE

Il y a dix ans l'assassinat d'Hassan Pakravan

M. Freidoune Sahebjam, écrivain iranien, membre du Pen-Club, nous a adressé le texte suivant :

Il y a dix ans, le 10 avril 1979, était assassiné dans son cachot de Téhéran Hassan Pakravan, ancien ministre, ancien ambassadeur, ancien directeur de la sécurité d'Etat.

Francophone et francophile, cet homme de cœur et d'esprit n'avait que des amis en Occident, où il avait étudié et maintes fois représenté son pays. La France était sa seconde patrie, et Paris une ville qui n'avait plus de secrets pour lui.

Général de corps d'armée, il avait eu la rude charge, entre 1961 et 1965, de diriger la trop célèbre SAVAK, police politique impériale, dont les excès furent vivement dénoncés dans les années 70. Ce furent ses services qui eurent pour mission d'arrêter en juin 1963 un ayatollah inconnu du grand public et qui lutta avec force contre les réformes du gouvernement (égalité des sexes, lutte contre l'illettrisme, réforme agraire, intérêt des ouvriers aux bénéfices des entreprises) jugés anti-islamiques : Rouhollah Khomeiny. Des émeutes, provoquées par le futur maître de l'Iran, firent plus de mille morts dans tout le pays. L'ayatollah de Qom rejetait la monogamie, l'enseignement pour tous, la remise des grandes propriétés foncières — dont celles du clergé — aux moins riches, etc.

Jugé, incarcéré, puis condamné à mort, Khomeiny trouva un avocat de choix pour plaider sa cause auprès du chah : Hassan Pakravan en personne, qui persuada le souverain que le prélat mort serait pour l'Iran plus dangereux que vivant. Comme pour Mossadegh dix ans auparavant on peine fut commise en son nom et Khomeiny fut expédié dans un premier temps en Turquie, puis en Irak.

Dès son retour en Iran, le 1^{er} février 1979, le « saint homme » fit arrêter et jeter en prison tous les dignitaires de l'ancien régime, dont le général Pakravan, l'homme auquel il devait la vie. Soixante-dix jours durant, privé de soins et de médicaments, l'ancien homme d'Etat subit les pires humiliations et vexations et fut la vedette contre son gré d'une parodie de procès. Pendant ce temps, Ahmad Khomeiny promit au fils de Pakravan la vie sauve pour son père.

Le 10 avril, en pleine nuit, il fut extirpé de sa cellule et conduit au poteau d'exécution. Quand le corps de son père fut rendu à Karim Pakravan, Ahmad Khomeiny eut cette phrase terrible : « Il était pour nous plus dangereux vivant que mort. »

Interdiction fut faite aux cimetières iraniens d'accepter le corps du martyr, qui n'avait pas le droit à une sépulture décente. Pendant trois jours et trois nuits, le fils promena le corps de son père de village en bourgade, à la recherche d'un lieu d'enterrement. Finalement, loin des yeux indiscrets, aux portes du désert, sous un arbre, le fils ensevelit son père.

Directeur de la SAVAK pendant quatre ans, celui-ci avait interdit toute torture et humiliation des détenus. Ministre de l'information, il avait aboli la censure. Ambassadeur, il avait permis à bon nombre d'exilés et d'opposants au chah de retrouver leur dignité et de rentrer au pays sans y être inquiétés.

Il y a dix ans, Hassan Pakravan a été assassiné au nom de Dieu clément et miséricordieux, comme le dit le premier verset du Coran, un verset généreux et humain que Khomeiny, depuis une décennie, a rendu satanique.

(Suite de la première page.)

L'incertitude économique de ces dernières semaines, pendant lesquelles le dollar libre a plus que doublé sa valeur par rapport à l'austral, ne va certainement pas arranger les choses. Or, selon M. Milstein, ce qui empêche les jeunes intellectuels de revenir au pays, c'est précisément cette insécurité économique qui les fait douter des possibilités qu'ils ont de pouvoir vraiment travailler ici. « La perte des cerveaux est incalculable, estime M. Milstein. Vouloir la chiffrer se serait comme tenter de mesurer la différence entre l'Argentine et l'Australie. Quand j'étais petit, l'Argentine, l'Australie et le Canada étaient plus ou moins au même niveau technologique et économique. Regardez où nous en sommes aujourd'hui. »

Certains intellectuels ont trouvé le moyen de collaborer avec leur pays d'origine sans perdre leur poste à l'étranger, comme le docteur Norma Sanchez, physicienne au Centre national de recherche scientifique de France, qui revient régulièrement depuis quelques années pour donner des conférences ou diriger des tra-

voux de recherche. Elle a quitté l'Argentine en 1976 « parce que les personnes les plus capables de l'observatoire de La Plata où je travaillais alors avaient été déclarées non indispensables. A l'observatoire de Paris-Meudon on m'a donné du travail ». Sans rancune aujourd'hui elle pense qu'il faut changer cette idée qu'ont les jeunes que pour triompher il faut s'en aller. « Il faut absolument trouver des solutions pour que ceux qui sont restés en Argentine ne partent pas. »

Frénésie

Mais la frénésie de l'émigration touche tous les secteurs depuis plusieurs années et particulièrement en cette période pré-électorale. Face à une possible victoire péroniste aux présidentielles du mois de mai, nombreux sont ceux qui annoncent d'ores et déjà, leur intention de fuir le pays. « Si gana patilla, me voy » (1). « Si Menem gagne, je m'en vais », entend-on répéter et les ambassades sont prises d'assaut. Elles reçoivent tant de demandes d'émigration que celle d'Australie, submergée, a opté pour don-

Amériques

L'exode des « cerveaux » argentins

ner des explications de groupe tous les jours à 11 heures.

Ceux qui ont la chance d'avoir des ancêtres italiens sont sauvés. Il leur suffit de récupérer leur nationalité d'origine, ce qui ne leur coûte qu'une démarche administrative, pour avoir le droit d'émigrer. Mais ils sont si nombreux à remplir cette condition (sept millions) que l'ambassade a limité les jours d'ouverture au public. Les files d'attente ces jours-là sont phénoménales. Malgré l'organisation scientifique des « queues » avec des numéros d'ordre et des systèmes de relève par les membres des familles, chaque candidat doit au moins attendre une journée entière pour obtenir le précieux papier.

Le Japon aussi ouvre ses portes, mais pour d'autres raisons. Conséquence du fulgurant développement économique du pays, il est des travaux que les Japonais se refusent à effectuer, certains services par exemple. Le gouvernement a donc lancé une campagne destinée aux Japonais vivant à l'étranger et à leurs descendants. Il s'agit de contrats d'un ou deux ans qui leur garantissent le gîte et le couvert, ainsi qu'une économie nette de 1 000 dollars par mois.

A Buenos-Aires, nombreux sont les teinturiers (profession typiquement nipponne en Argentine) qui abandonnent femme et enfants, la garde confiant tout de même la garde du commerce, et qui économisent ainsi en un an ce qui leur demanderait des lustres de travail ici.

Le département d'Etat américain a mis en place un programme d'attribution de visas « de durée illimitée », au moyen d'un tirage au sort entre toutes les lettres envoyées par les postulants de cent soixante-deux pays. Depuis l'annonce de cette décision, l'ambassade de Buenos-Aires est assaillie tous les jours par quelque trois cents candidats.

« Etant donné la situation que nous vivons, je ne vois pas comment il pourrait en être autrement, déclare Graciela, une étudiante de dix-neuf ans. Quand tu crois que le fond a été touché, tu te rends compte qu'il y avait encore pire. Et il ne s'agit pas seulement d'un changement politique, c'est les gens qu'il faudrait changer. »

CATHERINE DERIVERY.

(1) Carlos Menem, candidat de l'opposition péroniste à l'élection présidentielle du 14 mai prochain est surnommé Patilla (rouflaquette), en référence aux larges favoris qui ornent son visage.

● CANADA : prise d'otages en faveur des chrétiens du Liban. — L'auteur du détournement d'un autocar américain et de la prise en otages de ses passagers, qui sont restés six heures face au Parlement d'Ottawa avant d'être libérés, a agi pour attirer l'attention sur la situation des chrétiens du Liban, a indiqué, samedi 8 avril, le gendarmier royal du Canada. Charles Yacoub, âgé de trente-six ans, est d'origine libanaise et a déclaré habiter à Montréal depuis 1978. — (AFP.)

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LMI